

TRACES⁵⁹ DE MÉMOIRE



PB-PP | B 19464
BELGIE(N) - BELGIQUE

PÉDAGOGIE ET TRANSMISSION

UNE PUBLICATION TRIMESTRIELLE DE
L'ASBL MÉMOIRE D'AUSCHWITZ

JANVIER - FÉVRIER - MARS 2026



Actualité (p. 2)
**L'ART
POSTCOLONIAL**

Auschwitz (p. 6)
**AUSCHWITZ-BIRKENAU
COMME PROJET COLONIAL**

No Comment (p. 9)

Biblio (p. 10)

Approfondissement (p. 12)
AKTION ZAMOSC

Interrogation (p. 18)
**LEBENSRAUM
DRANG NACH OSTEN
NATIONAL-SOCIALISME**

Fiche pédagogique (p. 21)

Il y a un siècle (p. 22)

Le saviez-vous ? (p. 24)
**LA SECONDE GUERRE
ITALO-ÉTHIOPIENNE**

Réflexion (p. 26)
**BASCULÉE D'UNE COLONIE
À L'AUTRE**



LA COLONISATION SOUS LES PUISSANCES DE L'AXE

APRÈS LECTURE, MERCI DE
ME PASSER À VOS COLLÈGUES



© Domaine public

UNE MISE EN FORME DES CRITIQUES ET DES QUESTIONNEMENTS

L'ART POSTCOLONIAL

Troisième partie

Frida Kahlo naquit en 1907 d'une mère mexicaine et d'un père allemand, immigrant et photographe professionnel. À six ans, elle contracta la polio, et commença à peindre pour tromper l'ennui pendant ses longues périodes d'alitement. À 18 ans, elle fut impliquée dans un grave accident qui eut un impact considérable sur le reste de sa vie. Elle se retrouva avec presque tous les os fracturés, trois vertèbres cervicales déplacées et le pied droit broyé. Elle subit en outre une déchirure de l'utérus dont elle ne se remit jamais. Victime de fausses couches et contrainte à avorter pour cause de malformation fœtale, elle ne parvint jamais à donner la vie. Après plusieurs années à l'admirer de loin, Frida finit par se rapprocher du célèbre peintre Diego Rivera, rencontré à l'époque où il travaillait dans l'auditorium de son école. Les amants se marièrent en 1929, divorcèrent en 1939 et se marièrent à nouveau en 1940 ; une union tumultueuse ponctuée de plusieurs liaisons des deux côtés, parfois avec des partenaires féminines pour Frida. Au sujet de ce rapport amour-haine, Frida déclara : « *I suffered two grave accidents in my life. One was when a streetcar knocked me down, the other one was Diego.* » (J'ai eu deux accidents graves dans ma vie. L'un, c'est quand un tramway m'a écrasée. L'autre, c'est

Diego.) Toujours est-il que ces deux « accidents » influencèrent considérablement son parcours. Diego était un membre actif du parti communiste, et Frida lui emboîta le pas. Les époux rassemblèrent ainsi autour d'eux un groupe international d'artistes et activistes politiques composé des photographes Nickolas Muray, Man Ray et Tina Modotti, ainsi que de l'exilé soviétique Léon Trotski. Bien que l'œuvre de Frida Kahlo soit jugée surréaliste, elle inclut d'innombrables *selfies* qui racontent la réalité personnelle de l'artiste, dévoilant, d'une part, la souffrance incessante d'un « vilain petit canard » brisé et, d'autre part, une riche culture autochtone acceptée et glorifiée par une femme de la classe « privilégiée » qui n'hésitait pourtant pas à intégrer, dans son langage visuel et son apparence, des références à la population autochtone du Mexique. Entre cette célébration de la culture *mestiza*, sa farouche opposition à l'impérialisme et au capitalisme (qui l'amena même à critiquer les États-Unis), son recours à une symbolique mexicaine et son exploration de thèmes comme l'identité, la féminité et la condition des opprimés, Frida Kahlo s'est imposée comme un puissant symbole d'émancipation et d'autodétermination dans un contexte postcolonial. À travers ses peintures,

elle revendiquait, dans un pur acte d'art postcolonial, une voix et une identité propres, libres de toute norme européenne ou occidentale. Son œuvre témoigne d'une lutte contre l'héritage colonial en mettant l'accent sur l'agentivité personnelle et collective. Par son art et son existence intense et controversée, Frida Kahlo a inspiré – et inspire toujours – des mouvements féministes et postcoloniaux du monde entier, qui utilisent son travail pour illustrer leur propre lutte identitaire, leur propre combat pour la liberté. En révélant la beauté et la complexité de ce qui existe en dehors de l'Occident, elle a su jeter un pont entre expérience personnelle et contexte politique. Après la Seconde Guerre mondiale, Frida Kahlo continua de peindre, utilisant de plus en plus son art comme une manière d'exprimer son combat intérieur et les blessures d'une existence marquée par une souffrance constante, une santé déclinante et une relation compliquée avec Diego Rivera. Elle décéda prématurément en 1954, mais laissa à jamais son empreinte sur l'univers culturel et les communautés féministes et LGBTQ+.

Georges Boschloos
Mémoire d'Auschwitz ASBL

Colonizing

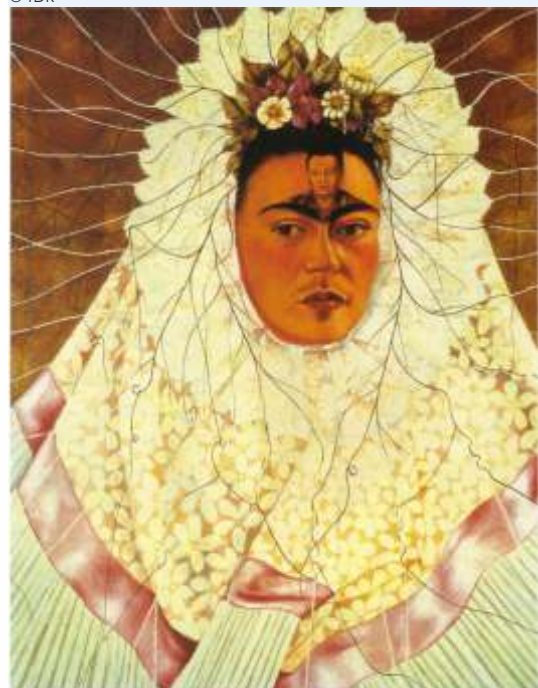
Frida Kahlo est une icône moderne dont la popularité explose depuis quelques années, nourrie par une vraie « Fridamania ». L'intérêt disproportionné que portent les érudits aux aspects sensationnels de la vie de l'artiste tend toutefois à éclipser d'autres facettes – peut-être plus importantes – de son œuvre. Cette situation reflète un dilemme auquel sont invariablement confrontés les théoriciens qui veulent étudier le génie créatif de Kahlo : parmi tous les facteurs qui ont influencé la vie et le travail d'un(e) artiste, quels sont ceux qui méritent d'être pris en compte, et quelle importance faut-il leur accorder ? L'histoire de Frida Kahlo est indéniablement haute en couleur. L'artiste s'est en outre créé sa propre mythologie ; ses peintures sont un amalgame de mythe et d'histoire personnelle, une fusion entre la réalité et la fiction où les souvenirs et la véracité fonctionnent de manière extrêmement subjective et contradictoire, mais sont essentiels à la construction du sujet. Ce que nous racontons de nous-mêmes est en fait aussi révélateur que ce que nous taisons. Lorsque Frida Kahlo est née, le Mexique était en pleine tourmente politique. Cette période d'extrême instabilité, caractérisée par l'émergence de plusieurs idéologies (socialisme, libéralisme, anarchisme et populisme), a poussé les Mexicains à une réflexion critique sur la construction identitaire dans un monde post-

colonial, au milieu d'un brassage de cultures. Kahlo faisait partie d'une « intelligentsia postrévolutionnaire » dévouée à une articulation idéologique de l'identité mexicaine connue sous le nom de *mexicanidad* (mexicanité).

D'après Victor Zamudio-Taylor (historien de l'art et commissaire d'exposition à San Francisco et à Mexico), le concept de *mexicanidad* repose sur une « représentation sociale » posant le Mexique comme une nation moderne sur la base d'une reconnaissance de sa riche histoire et de ses cultures autochtone et *mestiza* (métisse). D'un côté, les peintures de Frida Kahlo sont fidèles à l'idéologie dominante de la *mexicanidad* telle que l'exprimaient ses contemporains, car elles mêlent l'iconographie de l'art populaire mexicain à la mythologie païenne mexicaine. D'un autre côté, elles présentent des divergences critiques qui rompent avec l'hégémonie de la *mexicanidad* telle que la prônaient ses homologues masculins. Ainsi, les peintures de Kahlo synthétisent et déprécient simultanément l'idéologie de la *mexicanidad*, offrant une vision critique de cette nouvelle formulation de l'identité mexicaine alors même que cette dernière était en construction. L'idéologie de la *mexicanidad*, bien que culturellement propre au Mexique, s'inscrivait dans le *zeitgeist* (l'esprit du temps) du modernisme, un courant qui avait éveillé dans le monde entier

Dans l'article **Colonising Kahlo** (Trans-cultural Encounters Amongst Women: Redrawing Boundaries in Hispanic and Lusophone Art, 2010) la Dr^e Tina Kinsella analyse la manière dont l'héritage culturel, l'identité et l'expression artistique de Frida Kahlo sont parfois interprétés à travers un prisme « colonial », notamment par des féministes occidentaux qui dépolitisent son œuvre en se concentrant uniquement sur l'apparence et les

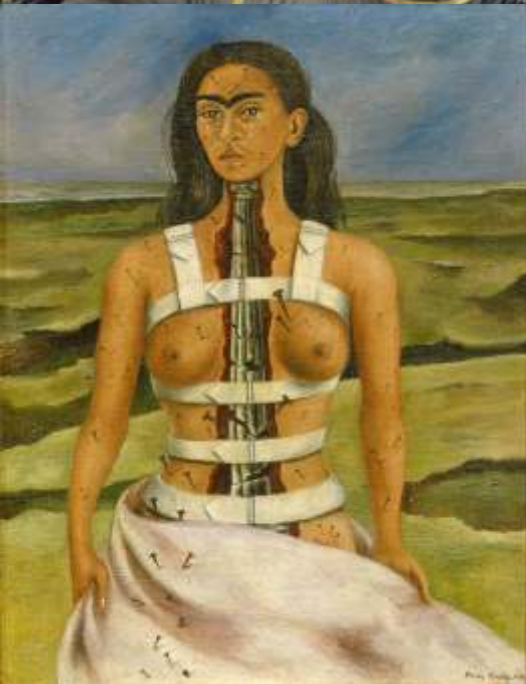
© TDR



© TDR

traumatismes de la peintre mexicaine et en négligeant, ce faisant, le contexte postcolonial et radical de ses créations. L'autrice dénonce ainsi la manière dont l'image de Frida Kahlo est parfois réduite à un symbole exotique et explore les tensions entre l'attachement de l'artiste aux traditions mexicaines et la relation complexe qu'elle entretenait avec le postcolonialisme et les concepts de genre, de classe et de race.

© TDR



© TDR

Kahlo

un certain engouement pour les formes d'art autochtones. Des artistes tels qu'Édouard Manet (1832-1883), Henri Rousseau (1844-1910) et Pablo Picasso (1881-1973), intrigués par le romantisme et le caractère fondamentalement différent des formes d'art ethniques, avaient délibérément teinté leur esthétique moderniste d'éléments propres aux cultures d'Asie, d'Afrique et du Nouveau Monde. Frida Kahlo s'est également distinguée de ses contemporains en embrassant une vision moderniste plus large, invitant dans son œuvre une conception plus vaste du primitivisme qui saluait aussi l'art de groupes marginalisés ou ostracisés comme les enfants, les aliénés mentaux et les artistes autodidactes. Elle partageait de nombreuses opinions politiques et culturelles avec ses contemporains, mais défendait, à travers ses créations, le droit de remettre en question les notions paradigmatiques de genre, de nationalité et de responsabilité artistique portées par les muralistes. Elle considérait par conséquent ses peintures comme des pièces résolument politiques, des espaces opérationnels de résistance face à la normativité hégémonique. Il semblerait que Kahlo ait été une irréductible radicale, même pour la culture iconoclaste du Mexique postrévolutionnaire. L'importance de l'art du peuple – l'art autochtone pré-espagnol, l'art populaire mexicain, la pein-

ture et la sculpture mexicaines du 19^e siècle, la peinture religieuse coloniale espagnole, le mouvement artistique *Estridentista* – dans son œuvre est largement sous-estimée. À la fin des années 1960, des artistes et théoriciennes mexicano-américaines (notamment la critique d'art Amalia Mesa-Bains), des féministes des quatre coins de l'Amérique et des latinas des États-Unis se sont lancées dans une revalorisation critique de l'œuvre de Frida Kahlo, provoquant un regain d'intérêt pour la vie et le travail de l'artiste mexicaine. Deux expositions organisées aux États-Unis en 1978 et en Angleterre en 1982 ont ensuite contribué à populariser ses peintures auprès du grand public. Dans les années 1990, la « Frida mania » – un véritable culte de Frida Kahlo – a commencé à émerger, propageant le statut héroïque de Kahlo parmi les Mexicano-Américains, les groupes marginalisés et/ou les groupes de contre-culture tels que les homosexuels, les immigrants postcoloniaux et les féministes.

« Colonising Kahlo » est une expression critique qui désigne la simplification excessive et l'appropriation d'un art complexe à dimension politique par une culture occidentale à l'approche parfois coloniale, qui néglige l'essence même de l'héritage mexicain et de la lutte postcoloniale de Frida Kahlo.

AUSCHWITZ-BIRKENAU COMME PROJET COLONIAL

ENTRETIEN AVEC CHRISTOPHE BUSCH,
DIRECTEUR DE L'INSTITUT HANNAH ARENDT
À MALINES, AU SUJET DU CARACTÈRE
COLONIAL D'AUSCHWITZ ET DE SON RÔLE DANS LE
PROJET NAZI POUR L'EUROPE DE L'EST OCCUPÉE.

FC : Dans quelle mesure la création de l'*Interessengebiet* autour d'Auschwitz révèle-t-elle le caractère colonial et racial du projet national-socialiste en Europe de l'Est ?

CB : Je travaille toujours avec des photographies aériennes d'Auschwitz de 1940 et 1944 pour montrer comment quatre axes convergent : militaire, colonial, économico-industriel et la politique d'extermination social-darwiniste. Cette dernière était une idéologie nazie qui a détourné la théorie de l'évolution de Charles Darwin pour justifier des hiérarchies racistes, selon lesquelles les groupes « inférieurs » étaient systématiquement exterminés. Cette pensée pseudo-scientifique a servi de justification à la Shoah et au meurtre de millions de Juifs, de Roms, de personnes handicapées et d'autres groupes considérés comme « indignes ». L'ampleur d'Auschwitz n'est pas pour moi une aberration, mais la convergence de ces quatre axes et un point culminant de la pensée coloniale européenne que nous

avons d'abord appliquée en Afrique. Hannah Arendt (1906-1975) a montré comment cette pensée est revenue comme un boomerang vers l'Europe. L'instrumentalisation des camps, l'accent mis sur les matières premières, la réduction de l'être humain à un objet, l'efficacité et la pensée utilitariste ont tous une origine coloniale.

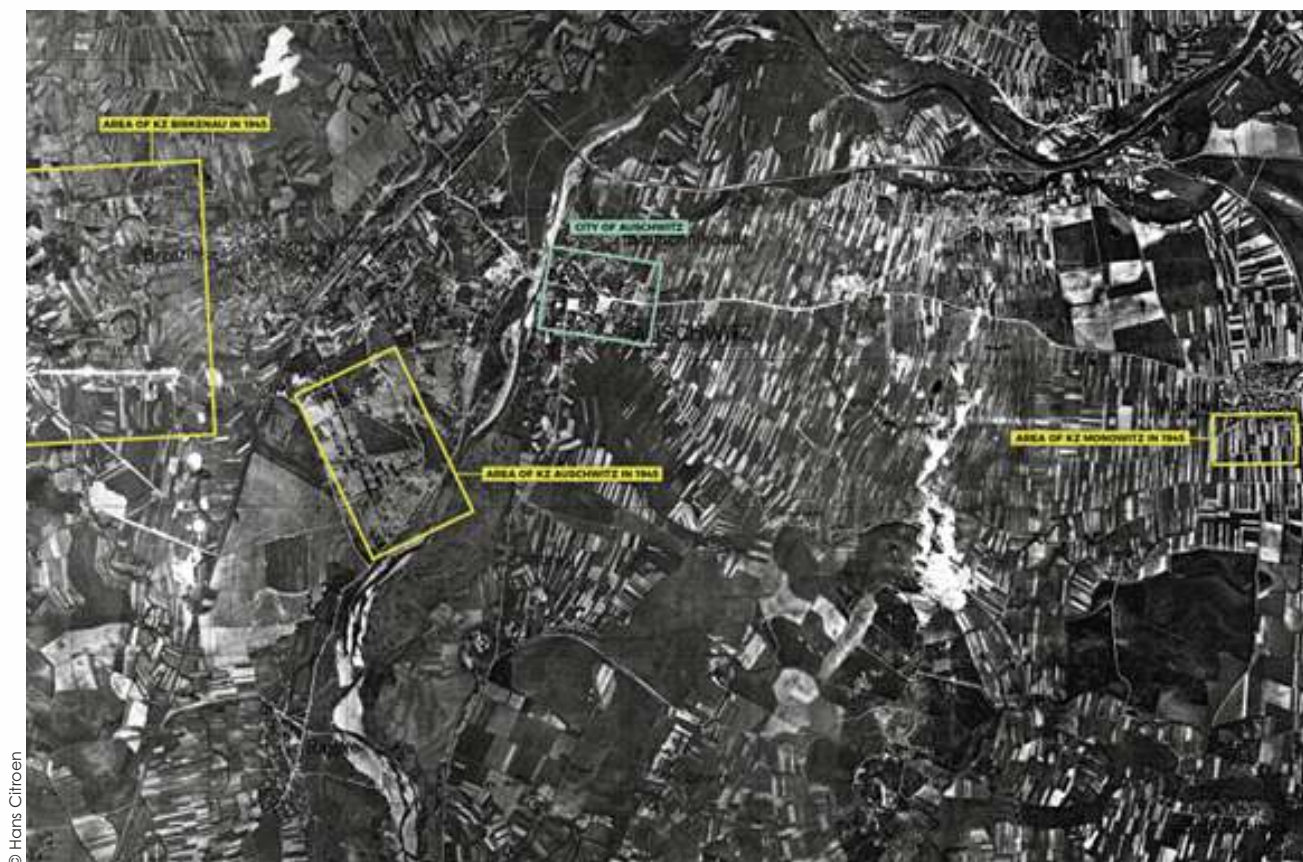
FC : Comment les plans économiques et spatiaux du complexe d'Auschwitz étaient-ils entrelacés avec des objectifs industriels, agricoles et d'extermination ?

CB : Le *Generalplan Ost* (dont il est davantage question dans la rubrique *Approfondissement* de ce numéro) était le fil conducteur : un plan de colonisation qui a abouti à l'extermination. Auschwitz était stratégiquement situé à la frontière du Grand Reich allemand, bien desservi et disposant de matières premières comme la chaux, l'eau et le charbon. Birkenau a été construit initialement comme camp de prisonniers de guerre, mais après Stalin-

grad (juillet 1942-février 1943), l'attention s'est déplacée vers les Juifs comme réservoir de main-d'œuvre. Auschwitz est devenu ce que j'appelle une « machine à trier », basée sur l'utilité : six jours de travail par semaine, neuf mois d'utilisation moyenne d'un détenu du camp – selon le raisonnement et les calculs de la SS. C'était à la fois un réservoir de main-d'œuvre, un laboratoire de test industriel et une partie de l'économie de la SS. L'*Interessengebiet* comprenait également des fermes, des serres et des étangs à poissons pour créer un bastion, où les Polonais étaient expulsés et les Juifs exterminés.

FC : Quel rôle ont joué les entreprises allemandes (comme IG Farben) dans la transformation de la zone d'Auschwitz en colonie de peuplement et d'exploitation ?

CB : IG Farben et d'autres entreprises allemandes faisaient partie intégrante du projet colonial. Auschwitz est devenu un laboratoire de test industriel. Le dévelop-



▲ Les terrains où se développeront les camps d'Auschwitz I, de Birkenau et de Monowitz, en 1940

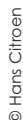
pement de l'empire économique de la SS via le *SS-Wirtschaftsverwaltungshauptamt* (WVHA) a montré l'enchevêtrement entre l'instrument de terreur et l'instrument colonial. Ces entreprises exploitaient le réservoir de main-d'œuvre dans la logique d'utilité et d'efficacité que je viens de décrire. L'économique, le colonial et l'élément exterminateur ne peuvent être dissociés.

FC : En quel sens le cas d'Auschwitz-Birkenau illustre-t-il la cohérence entre l'idéologie raciale, la planification spatiale et la violence génocidaire ?

CB : Cette cohérence est pour moi totale et on la perçoit parfait-

tement dans la manière dont tout était planifié et organisé. À partir de pseudo-sciences raciales, les Juifs étaient considérés comme un danger – ils devaient partir, être éliminés, donc : exterminés. Mais les autres peuples, davantage les peuples slaves, avaient encore une utilité. Il y avait cette classification raciale qui déterminait qui était utile et qui ne l'était pas. Cette idéologie raciale était alors directement traduite en planification spatiale. Le *Generalplan Ost* en était l'instrument : comment allons-nous organiser ici ce « Reich millénaire » et notre expansion coloniale vers l'est de l'Europe ? Comment allons-nous structurer cela ? Il existait des

plans détaillés – comme le petit livre¹ de Konrad Meyer (1901-1973) – sur l'apparence que devaient avoir les petites fermes, comment toute la zone devait être aménagée. Et cette planification spatiale était indissociable de la violence génocidaire. Prenons maintenant l'exemple de Birkenau qui au début était *Kriegsgefangenenlager* (camp de prisonniers de guerre), donc pas « un camp de concentration ». Si des soldats soviétiques ne continuaient pas à arriver en masse après Stalingrad, alors d'autres personnes devaient les remplacer. Et c'est là que l'on constate ce glissement vers les Juifs, une autre logique d'utilité.



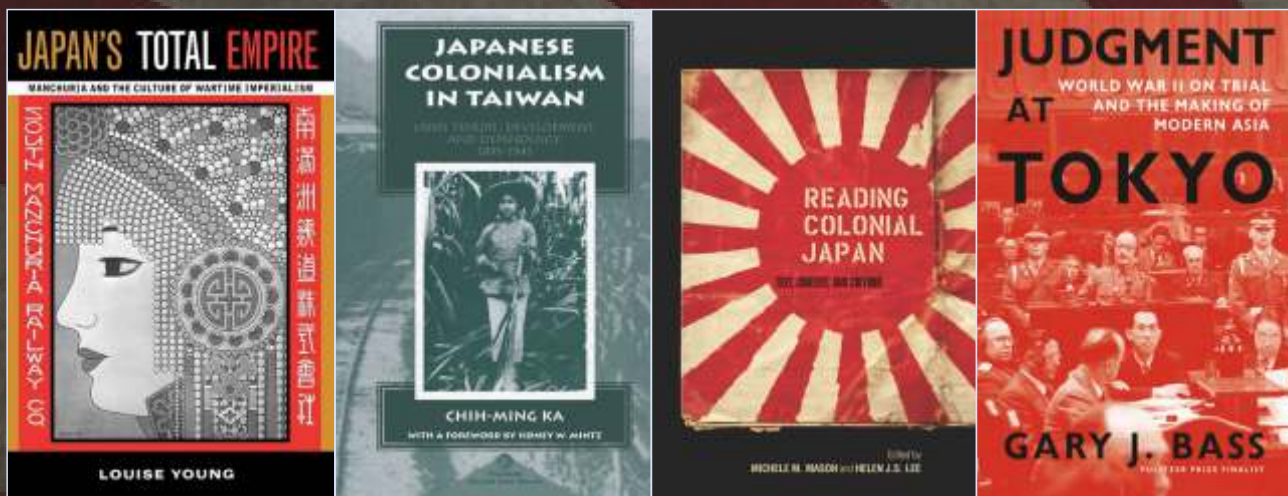
(2) Jürgen Zimmerer, *From Windhoek to Auschwitz? Reflections on the relationship between colonialism and national socialism*, Berlin, De Gruyter Oldenbourg, 2023, 366 p.

Dans cette rubrique : des images, des textes, des liens Internet, sans commentaire. Que sais-tu du contenu de cette page ? Quel est le lien avec le thème et quelle est ton opinion critique ? Envoie ta réponse à ces trois questions par mail via georges.boschloos@auschwitz.be et gagne une de nos publications au choix.

NO COMMENT



L'EMPIRE DU JAPON CHERCHE À REMPLACER LES IMPÉRIALISTES OCCIDENTAUX



Japan's Total Empire

Manchuria and the Culture of Wartime Imperialism

Autrice : Louise Young

Langue : anglais

Dans cette première histoire sociale et culturelle de la construction japonaise de la Mandchourie, Louise Young propose un examen incisif de la nature de l'impérialisme japonais. Se concentrant sur l'impact domestique des activités du Japon dans le nord-est de la Chine entre 1931 et 1945, Young considère les « effets métropolitains » de la construction de l'empire, c'est-à-dire la manière dont le public japonais imaginait et ressentait le *Mandchoukouo*.

S'écartant de l'hypothèse conventionnelle selon laquelle une poignée d'officiers et de bureaucrates de l'armée étaient responsables de l'expansion du Japon à l'étranger, Young estime qu'une variété d'organisations (médias de masse, sphère académique, chambres de commerce, organisations de femmes, groupes de jeunes et coopératives agricoles) ont aidé à mobiliser un soutien populaire pour le *Mandchoukouo*, conduisant à un large soutien parmi divers groupes du Japon.

Young montre que, pendant que l'empire se construisait en Chine, un *Mandchoukouo* se construisait dans l'imaginaire des Japonais.

Japanese Colonialism In Taiwan

Land Tenure, Development, And Dependency, 1895-1945

Auteur : Chih-ming Ka

Langue : anglais

Ce livre décrit la dynamique du développement et de la dépendance de Taïwan sous le joug colonial du Japon, avec une attention particulière pour les rapports entre les exploitations familiales autochtones et le capital japonais, et pour la relation entre les productions de riz et de sucre, qui étaient au cœur de l'économie coloniale. Chih-ming Ka montre comment, contrairement à d'autres colonies productrices de sucre, Taïwan a réussi à préserver ses exploitations familiales autochtones et ses petits moulins à riz qui ont non seulement survécu, mais prospéré face à la concurrence du sucre japonais. L'auteur se concentre sur le succès de Taïwan, remettant en question les théories sur la transformation capitaliste de l'agriculture coloniale, et reconceptualisant la relation entre les forces socioéconomiques et politiques coloniales et autochtones. Compte tenu de l'impact du sucre sur l'évolution des exploitations familiales et de la relation contradictoire entre la production de sucre et la production de riz, il analyse les interactions et les rapports de force entre les classes pour expliquer l'expérience coloniale unique de Taïwan.

Pour les puissances de l'Axe (Allemagne, Italie et Japon), la colonisation était un moyen de s'appropriier du Lebensraum (Allemagne) et de poursuivre d'anciennes ambitions impériales (Italie et Japon) en Europe, en Afrique et en Asie. Les colonisateurs avaient pour but de soumettre les peuples locaux jugés racialement inférieurs et d'exploiter leurs terres (p. ex. en Europe de l'Est, en Afrique et en Mandchourie), ce qui se traduisit par des campagnes d'occupation, d'annexion et de répression brutales, comparables aux systèmes de colonisation classiques, mais avec une base idéologique extrême. L'Empire du Japon se considérait comme le libérateur des peuples asiatiques colonisés par les Occidentaux, mais ne fit que remplacer un régime oppressif par un autre, conquérant et colonisant des parties de la Chine (Mandchourie), de la Corée et d'autres pays d'Asie du Sud-Est (Philippines, Indes néerlandaises, etc.) pour s'approprier leurs ressources et s'emparer de nouveaux marchés.

Reading Colonial Japan

Text, Context, and Critique

Éditeur : Stanford University Press

Langue : anglais

L'Empire japonais moderne était formidable à tous points de vue.

Seule grande puissance coloniale non occidentale du 20^e siècle, le Japon contrôlait un vaste territoire en Asie et de nombreux archipels dans l'océan Pacifique. Son exploitation massive des ressources disponibles et ses vastes politiques d'assimilation culturelle eurent un impact radical sur la vie de millions d'Asiatiques et de Micronésiens, et les répercussions politiques, économiques et culturelles de cette époque se font encore sentir de nos jours.

L'Empire japonais a existé de 1869 à 1945. Mais comment le projet impérial japonais fut-il compris, imaginé et vécu à cette époque ? *Reading Colonial Japan* est une anthologie unique en son genre qui a pour but d'approfondir la compréhension du colonialisme japonais à travers une sélection éclectique de sources primaires japonaises traduites et d'essais analytiques qui mettent en lumière l'ampleur et la diversité des projets coloniaux du Japon. Les documents primaires soulignent le rôle central de la production et de la diffusion de contenu culturel dans les efforts coloniaux, et dévoilent les nombreuses manières dont le colonialisme imprégnait tous les aspects du quotidien. La pluralité de textes étudiés inclut des documents juridiques, de la littérature pour enfants, des livres de cuisine, des bandes dessinées et des œuvres littéraires de célèbres auteurs de l'époque. Ces créations culturelles, produites par un large éventail de citoyens japonais « ordinaires » (une femme au foyer de Mandchourie, des colons de Corée, des mangakas et des auteurs de fiction du Japon continental, etc.) eurent pour effet de renforcer les politiques officielles qui contrôlaient et bafouaient l'existence des colonisés dans l'ensemble de l'Empire.

Judgement at Tokyo

World War II on Trial and the Making of Modern Asia

Auteur : Gary Bass

Langue : anglais

Dans les semaines qui suivirent la capitulation du Japon face aux Alliés, le monde se demanda comment clore un chapitre de son histoire marqué par des années de carnage et de destruction. Pour Truman, MacArthur et les autres vainqueurs, le seul moyen de faire triompher la justice était de juger et de condamner les dirigeants japonais pour l'attaque-surprise de Pearl Harbor, les atrocités subies par les citoyens des Indes néerlandaises, de la Chine, des Philippines et d'ailleurs, et l'horreur innommable du traitement réservé aux prisonniers de guerre lors d'incidents tels que la fameuse marche de la mort de Bataan.

Le procès de Tokyo permit aux Alliés de créer un cadre légal pour le jugement des crimes de guerre, et donna aux dirigeants japonais l'occasion de plaider que leur seul objectif avait été de libérer l'Asie de l'impérialisme occidental. Pendant plus de deux ans, les défenseurs des deux parties s'affrontèrent devant un groupe de juges venus des Pays-Bas, de Chine, d'Inde, des États-Unis, des Philippines et d'Australie. Les interventions allèrent de témoignages glaçants relatant les atrocités commises à la révélation de plans secrets ayant mené à l'attaque de Pearl Harbor. Mais au lieu de clarifier les choses, ce procès ne fit que provoquer des tensions qui divisent, aujourd'hui encore, la Chine, le Japon, l'Inde et la Corée.

Judgement at Tokyo est le fruit de dix années de recherche et de travail d'écriture. En relatant à la fois des opérations de guerre, des joutes spectaculaires au cœur des salles d'audience et les glorieuses premières années de l'Asie d'après-guerre, cette œuvre magistrale offre une étude captivante des tenants et aboutissants du pendant asiatique (et bien moins connu) des procès de Nuremberg.

L'AKTION ZAMOSC

Une colonisation expérimentale dans le cadre du *Generalplan Ost*

L'Aktion Zamosc, qui se déroula de la fin de l'année 1942 à l'été 1944, est un projet expérimental né de l'idéologie colonialiste nazie et étroitement lié à un programme secret baptisé *Generalplan Ost*. Pour bien comprendre les implications et l'horreur de cette opération, il est essentiel de s'intéresser au cadre dans lequel elle fut menée : le fameux *Generalplan Ost*, l'ambitieux plan imaginé par Hitler pour réorganiser l'Europe centrale et l'Europe de l'Est.

Le *Generalplan Ost*, un plan directeur axé sur le génocide et la colonisation

Le *Generalplan Ost* (GPO) est un programme secret fomenté par les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale en vue de la colonisation de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est. Ce programme était directement lié à l'idéologie hitlérienne selon laquelle le peuple allemand avait besoin de plus de *Lebensraum* et pouvait trouver cet « espace vital » dans l'Est. Il s'inscrivait donc dans la lignée du *Drang nach Osten*, l'expansion historique allemande vers l'Est, mais poussa cette tradition à un extrême génocidaire. Les racines du *Generalplan Ost* remontent à la période juste après la Première Guerre mondiale et la République de Weimar, lorsque des érudits allemands tels que Karl Haushofer (1869-1946) commencèrent à élaborer des plans pour l'avenir d'une Allemagne alors diminuée. Après l'invasion de la Pologne, le 1^{er} septembre 1939, et la conquête définitive du pays, un peu plus d'un mois plus tard, ces projets théoriques trouvèrent une sinistre application pratique.

Le *Kleine Planung*, la terreur pendant la guerre

Le *Generalplan Ost* comportait deux volets centraux. Le premier était le *Kleine Planung*, qui fixait les actions à entreprendre pendant la guerre. Cette phase fut enclenchée directement après la conquête de la Pologne avec le *Unternehmen Tannenberg*, un plan dont la conception avait commencé par l'élaboration, en mai 1939, de la *Sonderfahndungsbuch Polen*, une liste d'environ 61 000 activistes, membres de l'élite intellectuelle polonaise et autres ennemis présumés du régime nazi. En septembre et en octobre 1939, les personnes dont le nom figurait sur cette liste furent systématiquement abattues avec l'aide de la *Selbstschutz*, une milice composée de membres de la *Deutscher Volksverband* mobilisés parmi la minorité allemande de Pologne. L'opération fut dévastatrice : au moins 20 000 Polonais furent exécutés au cours de cette première vague de terreur, victimes non pas d'une tuerie survenue dans le chaos d'un champ de bataille, mais d'un massacre froidement orchestré plusieurs mois avant l'invasion. Le *Kleine*

Planung se poursuivait avec l'*AB-Aktion* (*Außerordentliche Befriedungsaktion*), lancée à partir de mai 1940 avec l'approbation de Hans Frank (1900-1946), le gouverneur général de la Pologne occupée. Le but était ici d'arrêter et de liquider l'intelligentsia polonaise, c'est-à-dire l'élite culturelle et intellectuelle susceptible de s'opposer à l'occupation allemande. Des professeurs, écrivains, prêtres, avocats et autres membres éminents de la société polonaise furent systématiquement arrêtés et exécutés. L'objectif était clair : priver la Pologne de ses leaders intellectuels et culturels pour affaiblir le peuple et le rendre plus facile à soumettre.

Le *Große Planung*, le programme génocidaire en trente ans

Le second volet du *Generalplan Ost* était le *Große Planung*, qui fixait les actions à entreprendre après la guerre. Il s'agissait d'un plan sur trente ans qui prévoyait la déportation en Sibérie de toutes les personnes non germanisables. D'après les estimations, ce programme aux proportions monumentales concernait 45 millions d'individus. Ce nombre est telle

ment astronomique qu'il en paraît presque abstrait. Pourtant, il représente de vraies vies : des familles, des communautés et des nations entières qui devaient être balayées pour faire place aux colons allemands. Seule une petite minorité, sélectionnée sur la base de critères raciaux, devait en fait bénéficier d'une « germanisation », un processus qui impliquait notamment d'arracher les enfants polonais « racialement aryens » à leur famille pour les « ré-éduquer » en Allemagne. Tous ces enfants devaient oublier leur identité, leur langue, leur culture et leur famille, et s'assimiler au *Herrenvolk* (le peuple supérieur). Une décision définitive fut finalement prise en 1941 : la nation polonaise devait être totalement détruite, non seulement en tant qu'entité politique, mais aussi en tant que groupe ethnique. Il s'agissait d'un plan sur plusieurs années qui prévoyait le remplacement complet de la population polonaise par des Allemands ethniques. La Pologne devait physiquement cesser d'exister en tant que pays du peuple polonais. Ses villes, ses villages, et jusqu'au nom de ses lieux géographiques devaient être remaniés pour effacer toute trace d'un passé polonais. L'exécution du *Generalplan Ost* fut confiée au RSHA (le *Reichssicherheitshauptamt*), et plus précisément à l'*Amt III (SD-Inland)*, *Amtsgruppe B (Volkstum und Volksgesundheit)*, sous la direction du médecin et *SS-Standartenführer* Hans Ehlich (1901-1991). C'est au sein de cette structure bureaucratique, avec ses titres euphémiques et ses calculs rationnels, que furent élaborés les plans les

plus génocidaires du régime nazi. En combinant l'efficacité allemande à des théories raciales pseudoscientifiques, les nazis avaient tout pour déclencher des horreurs sans précédent.

Aktion Zamość, l'expérience pratique

L'*Aktion Zamość* correspond à la mise en œuvre expérimentale du *Generalplan Ost*. Ce projet de grande ampleur visait l'application concrète de l'idéologie coloniale nazie et consistait à étendre le Troisième Reich à l'est de la Pologne, et plus précisément au *Generalgouvernement*, sous l'impulsion idéologique du *Reichsführer-SS* Heinrich Himmler.

La conception intellectuelle de ce projet pilote fut assurée par des experts SS de la colonisation, et l'exécution pratique par Odilo Globocnik (1904-1945), un subalterne particulièrement fanatique et impitoyable d'Himmler qui avait déjà été chargé de l'organisation des centres de mise à mort de l'*Aktion Reinhardt*. L'histoire de l'*Aktion Zamość* débuta dès le début de l'année 1940, avec le déplacement de la population de la région de Zamość, une ville du sud-est de la Pologne fondée à l'époque de la Renaissance. Jusque fin 1942, cette zone connut de profonds changements démographiques : les Juifs furent déportés vers des centres de mise à mort tels que ceux de Bełżec et de Sobibór, les Polonais furent chassés de leurs maisons, et les Ukrainiens furent déplacés. Au total, quelque trois cents villages furent évacués, et près de 110 000 Polonais furent expulsés. Environ 10 000 Polonais perdirent

la vie lors de cette épuration démographique et ethnique. Certains furent exécutés, d'autres succombèrent pendant le transport, et le reste ne survécut pas aux camps de concentration.

Le choix de Zamość et la mise en pratique

Le 12 novembre 1942, Zamość devint officiellement le « Premier lieu d'implantation » du *Generalgouvernement*. Les nazis avaient de bonnes raisons d'installer les colons allemands à cet endroit. La Zamojszczyzna, une zone géographique proche de la ville de Zamość, au sud de Lublin, était en effet réputée pour sa terre noire très fertile, ce qui constituait un excellent point de départ pour la mise en place d'une nouvelle communauté agricole allemande florissante. Le plan était ambitieux : établir environ 60 000 Allemands ethniques dans la région avant la fin de l'année 1943. Des SS et des *Volksdeutsche* (des Allemands ethniques venant d'autres pays, généralement de Roumanie, des pays baltes ou de l'Union soviétique) s'installèrent dans les fermes et les villages récemment libérés. Ils déposèrent leurs valises dans les maisons encore chaudes de familles fraîchement chassées de leur foyer, et prirent possession de champs dont des générations de paysans polonais avaient pris soin avant eux. L'objectif final des nazis était de « germaniser » complètement Zamość, de transformer la région en une colonie allemande qui servirait de modèle à d'autres projets d'expansion vers l'Est. Globocnik proposa même de renommer la ville « Himmlerstadt », en

l'honneur de Heinrich Himmler. Lorsque ce dernier refusa, on avança le nom de « Pflugstadt », en référence à la fonction agricole de la région, la charrue servant de symbole de la colonisation allemande, de la « civilisation » d'une Europe de l'Est jusque-là sauvage. Les déportations s'intensifièrent entre le début de l'année 1942 et la fin de l'année 1943. Environ 50 000 Polonais de la région de Zamość furent déportés vers l'Allemagne nazie et mis au travail forcé dans des usines et des fermes, tandis que 60 000 autres furent envoyés à Lublin et Varsovie, où ils connurent un sort similaire. De nombreux villages furent complètement détruits, et leurs habitants exécutés en masse pour étouffer toute forme de résistance. Des communautés entières furent anéanties, leurs églises ravagées et leurs sépultures violées. Une seconde phase d'établissement débuta en janvier 1943, mais l'*Aktion Zamość* se heurtait alors déjà à des difficultés croissantes dues à un phénomène que les nazis n'avaient pas prévu : une résistance massive et organisée. De toute évidence, la population polonaise ne comptait pas rester les bras croisés pendant que les Allemands faisaient main basse sur leurs terres et détruisaient leurs communautés.

Le soulèvement de Zamość, la résistance face à la colonisation

Le *Powstanie zamojskie*, ou soulèvement de Zamość, est une période de résistance active contre l'occupant allemand qui dura de 1942 à 1944, ce qui en fait l'une des plus longues actions de résistance de la Seconde Guerre

mondiale. La résistance était menée par l'*Armia Krajowa* (Armée de l'Intérieur), la plus grande organisation de résistance de l'Europe occupée, à laquelle se greffèrent plus tard des partisans soviétiques. Les combattants s'insurgèrent contre l'expulsion des Polonais et le rapt des enfants polonais, une pratique d'une grande cruauté dont nous parlerons plus en détail ci-dessous. Les résistants s'échappèrent dans les vastes forêts de la région, où l'autodéfense s'organisa.

Ils recueillirent et nourrirent les Polonais chassés de chez eux, et libérèrent des enfants enlevés par les Allemands pendant leur transport ou leur passage dans des camps de rassemblement. Près d'un millier de partisans prirent les armes lors des premiers combats organisés, en décembre 1942. Ces affrontements se poursuivirent jusqu'en février 1943 et s'intensifièrent avec l'entrée en résistance de Polonais toujours plus nombreux. En juin 1943, les Allemands lancèrent, sous le nom d'*Aktion Wehrwolf*, deux opérations à grande échelle pour mater la résistance. Malgré leur supériorité militaire, leur lourd armement et leur tactique implacable, les effectifs allemands, composés de membres de l'armée régulière, de troupes SS et d'unités de police, suspendirent toutefois leur action militaire après de violents affrontements. La résistance était trop vive, trop mobile et trop bien aidée par la population locale. L'afflux de nouveaux colons se tarit alors complètement, car qui aurait envie de s'installer sur une terre qui risquait d'être prise d'assaut à tout moment ? À partir du

printemps 1943, les Allemands, empêtrés dans la lutte contre les partisans, perdirent le contrôle de grandes portions de la région. Des territoires entiers devinrent des « zones libérées » où les autorités allemandes n'osaient s'aventurer qu'en larges groupes armés jusqu'aux dents. La nuit, la campagne appartenait à la résistance. Une nouvelle complication survint cependant dans la première moitié de 1944, lorsque des nationalistes ukrainiens s'attaquèrent à leur tour aux résistants polonais, souvent en collaboration avec les Allemands. La situation devint encore plus complexe et explosive, et les civils se trouvèrent pris entre trois feux. Les partisans polonais prirent finalement le contrôle des environs de Zamość à l'été 1944, soit juste avant la conquête de la région par l'Armée rouge. À ce moment-là, il n'y avait déjà plus d'espoir pour l'*Aktion Zamość*. À la moitié de l'année 1943, quelque 8 000 colons allemands étaient installés dans la région de Zamość. Début 1944, ils étaient environ 2 000 de plus. En mars 1944, la plupart d'entre eux quittèrent la région pour échapper à une violence croissante. Les Allemands mirent définitivement un terme à l'*Aktion Zamość* à l'été 1944, mais l'opération avait échoué bien avant.

Le rapt des enfants « germanisables »

L'un des aspects les plus cruels de l'*Aktion Zamość* fut l'enlèvement systématique des enfants polonais qui étaient jugés « germanisables » selon les critères de l'idéologie raciale nazie. Cela signifiait que, pour les nazis, ces enfants

présentaient des caractéristiques raciales qui les rendaient admissibles à l'*Eindeutschung*, un processus d'assimilation à la race allemande qui devait même leur ouvrir un jour les portes de la SS. Des experts raciaux et des médecins SS procédèrent à des sélections basées sur l'apparence des enfants et des critères raciaux pseudoscientifiques tels que des cheveux blonds, des yeux bleus ou encore une forme particulière du crâne. Au cours de l'*Aktion Zamość*, environ 30 000 enfants polonais furent arrachés à leurs parents et à leur famille. Ils reçurent de nouveaux noms allemands et furent systématiquement endoctrinés jusqu'à ce qu'ils oublient leur identité polonaise. Les Allemands leur créèrent une nouvelle identité raciale en phase avec les critères ethniques nazis, et leur racontèrent que leurs parents les avaient abandonnés, qu'ils étaient orphelins, qu'ils étaient allemands et qu'ils n'avaient, en réalité, jamais été polonais. Environ 4 500 enfants furent envoyés dans des centres *Lebensborn*, des établissements spéciaux où ils furent élevés comme des Aryens. Bon nombre d'entre eux furent ensuite adoptés par des familles SS. D'autres enfants atterrèrent en revanche dans les camps de concentration d'Auschwitz et de Majdanek. À Auschwitz, ils furent soumis à des expériences médicales ou au travail forcé. À Majdanek, de nombreux enfants jugés non germanisables ou trop jeunes pour travailler furent tout bonnement exécutés. Parmi les milliers de jeunes victimes, seules 800 furent retrouvées et renvoyées en Pologne après la

guerre¹. La plupart des enfants polonais enlevés furent littéralement avalés par le système allemand, leur véritable identité perdue à jamais. Bon nombre d'entre eux grandirent avec la conviction d'être allemands et ne découvrirent la vérité que bien plus tard – parfois plusieurs décennies après les faits. L'impact psychologique de ce programme de rapt et de germanisation forcée fut énorme, que ce soit pour les enfants enlevés ou pour les familles qui n'eurent jamais la chance de les revoir.

Zamość, le microcosme du *Generalplan Ost*

L'*Aktion Zamość* doit être comprise comme la création d'un microcosme dans le cadre du *Generalplan Ost* – une expérience à petite échelle pour tester, dans la pratique, les projets à grande échelle des nazis pour l'Europe de l'Est. Tous les éléments du GPO y étaient présents : le délogement systématique de la population autochtone par déportation ou exécution, l'élimination de l'élite culturelle et intellectuelle, la sélection raciale des enfants à des fins de germanisation, et l'établissement de colons allemands sur les terres « nettoyées ». L'échec de l'*Aktion Zamość* ne s'explique pas par la seule résistance polonaise, aussi importante qu'elle fût. Il reflète le manque de réalisme général du *Generalplan Ost*. Les nazis s'imaginaient qu'ils pourraient suivre tranquillement leurs procédures bureaucratiques et leurs théories raciales, et déplacer, anéantir ou transformer d'autres peuples à leur guise. Mais, dans la réalité, les gens résis-

tent, la logistique nécessaire aux déportations et aux exécutions de masse est un cauchemar (même pour une bureaucratie aussi bien huilée que celle des nazis), et la faillite morale d'un projet peut finir par causer sa perte. L'*Aktion Zamość* illustre cependant les véritables implications du *Generalplan Ost* : loin du simple plan abstrait sur papier, il visait une réalité bien concrète faite de villages anéantis, de familles exécutées, d'enfants enlevés et de communautés déracinées.

C'était le colonialisme sous sa forme la plus extrême, car le but n'était pas seulement de conquérir des territoires, mais aussi d'effacer des peuples entiers et de les remplacer par une race estimée « supérieure » dans l'idéologie chimérique du national-socialisme. Bien qu'elle n'ait pas abouti, l'*Aktion Zamość* reste un exemple historique crucial de ce que peut engendrer une idéologie raciale extrême lorsqu'elle est combinée à une bureaucratie efficace et à un pouvoir immodéré. Cette expérience nous rappelle que le *Generalplan Ost* n'était pas qu'un danger théorique ; c'était un plan concret qui eut de terribles conséquences pour des millions de personnes alors qu'il ne fut que partiellement exécuté.

La *Zamojszczyzna* fut utilisée comme un laboratoire au sein duquel les nazis firent l'expérience d'un avenir où l'Europe de l'Est était sous leur emprise – et où ils renoncèrent à cet avenir grâce à la résistance de citoyens ordinaires. L'*Aktion Zamość* doit également être analysée à la lumière d'autres projets de colonisation menés par les nazis. Des opéra-

Au cours de notre voyage d'études annuel « Sur les traces de la Shoah en Pologne », nous faisons étape dans la petite ville de Zamość. Nous y visitons notamment l'*Umschlagplatz* et la *Rotunda*. Ce voyage d'études aura lieu en 2026, du lundi 13 au lundi 20 juillet.

Vous pouvez vous inscrire via info@auschwitz.be

Visite de la *Rotunda* pendant notre voyage d'études « Sur les Traces de la Shoah en Pologne » de 2018



© Fondation Auschwitz

tions similaires furent par exemple menées dans d'autres parties de la Pologne comme le Warthegau, dont des centaines de milliers d'habitants polonais et juifs furent chassés pour être remplacés par des Allemands ethniques. Des programmes similaires furent également lancés dans les régions occupées de l'Union soviétique, mais à plus petite échelle en raison de l'état de guerre persistant. L'*Aktion Zamość* diffère toutefois de ces initiatives par son envergure et son approche systématique, qui en font un sujet d'étude de première importance. Il ne faut pas non plus oublier que l'*Aktion Zamość* n'avait rien d'une opération isolée. Elle s'inscrivait au contraire dans un schéma d'occupation nazie plus large. Et pendant que les nazis expulsaient des Polonais et enlevaient des enfants à Zamość, ils procédaient à l'extermination systématique des Juifs dans d'autres parties de la

Pologne. L'*Aktion Zamość* et la Shoah n'étaient donc pas deux phénomènes distincts, mais bien deux aspects d'un seul et même projet génocidaire : la réorganisation de l'Europe de l'Est selon les principes raciaux nazis.

L'*Aktion Zamość* eut un sérieux impact sur la région, qui dut se reconstruire physiquement et socialement. Il fallut rebâtir les villages détruits, réunir les familles déchirées (dans la mesure du possible) et retrouver les enfants enlevés par les nazis. La Croix-Rouge polonaise et d'autres organisations cherchèrent ces enfants pendant des années, bien souvent en vain. L'opération laissa également de profondes séquelles psychologiques dans son sillage.

Après la guerre, la résistance menée pendant le soulèvement de Zamość devint une composante fondamentale de la conscience nationale polonaise. Les partisans qui avaient lutté contre la coloni-

sation allemande furent considérés comme des héros qui avaient démontré qu'il était possible de résister à la terreur nazie. Leur courage et leur détermination encouragèrent ainsi les victimes d'autres formes d'oppression à résister à leur tour. ■

Frédéric Crahay
Mémoire d'Auschwitz ASBL

(1) Lachendro, J. *Auschwitz after liberation*. Oswiecim : Musée d'État Auschwitz-Birkenau. 2015.



Des agriculteurs polonais expulsés de Zamość, hiver 1942-1943



« **LEBENSRAUM** », LE « **DRANG NACH OSTEN** » ET LE **NATIONAL-SOCIALISME**

Trois concepts étroitement liés

Publié en deux parties, en juillet 1925 et décembre 1926, *Mein Kampf* fut le premier véritable traité politique d'Adolf Hitler. Dans sa version originale, ce livre, en grande partie écrit pendant la détention du leader nazi à la prison de Landsberg, mentionne à neuf reprises le terme « *Lebensraum* ». « Le mouvement national-socialiste » y affirma Hitler, « doit [...] trouver le courage de rassembler notre peuple et sa puissance, pour le lancer sur la voie qui le sortira de son étroit habitat [en allemand, *Lebensraum*] actuel et le mènera vers de nouveaux territoires. »¹ Le *Lebensraum* était donc étroitement lié à la composante colonialiste du nazisme. Cette corrélation avait par ailleurs déjà été établie à l'article 3 du programme du NSDAP (le parti nazi) présenté à l'arrière-ban le 24 février 1920 à Munich, à savoir : « Nous exigeons de la terre et des colonies pour nourrir notre peuple et résorber notre surpopulation. »²

Mais où trouver des terres et des territoires où installer et faire prospérer le peuple allemand ? L'ex-

pression « *Drang nach Osten* » (poussée vers l'Est) n'apparaît pas dans *Mein Kampf*, mais le texte est on ne peut plus clair à ce sujet. « Aussi, nous autres nationaux-socialistes, biffons-nous délibérément l'orientation de la politique extérieure d'avant-guerre », écrivait Hitler. « Nous commençons là où l'on avait fini il y a six cents ans. Nous arrêtons l'éternelle marche des Germains vers le sud et vers l'ouest de l'Europe, et nous jetons nos regards sur l'Est. Nous mettons terme à la politique coloniale et commerciale d'avant-guerre et nous inaugurons la politique territoriale de l'avenir. » (p. 742) L'avenir du Reich semblait donc l'attendre dans l'Est. Mais à quoi pouvait bien faire référence cette histoire de « six cents ans » ? D'où vient ce concept de *Lebensraum*, et comment s'est-il greffé à la doctrine nazie ? Et enfin, quel impact ces notions ont-elles eu sur la politique nationale-socialisme ?

Lebensraum

Le terme allemand « *Lebensraum* » existe depuis plus longtemps que le nazisme, mais, à l'origine, il se rapportait plutôt à l'exis-

tence d'une personne, d'une individualité. Il désignait l'espace ou le temps dont dispose chaque être humain pour construire sa vie. « Seul l'ancien peut compter sur le fait qu'il ne pleurera plus trop, l'intervalle de vie [*Lebensraum*] qu'il lui reste à traverser étant à présent limité », pouvait-on par exemple lire dans le *Dortmunder Wochenblatt* en août 1834.

Vers la fin du 19^e siècle, les nationalistes étendirent ce concept aux pays et aux États qui, selon eux, avaient parfaitement le droit d'élargir leur *Lebensraum* à leur guise. Dans l'ouvrage de référence *Vokabular des Nationalsozialismus*, l'historienne allemande Cornelia Schmitz-Berning attribue la paternité de cet emploi au géographe allemand Friedrich Ratzel (1844-1904). Ce dernier estimait qu'une *innere Kolonisation* (l'épuisement des terres d'un pays) conduisait, dans la plupart des cas, à une appropriation de terres agricoles situées en dehors des frontières nationales – un phénomène qu'il qualifia, en 1901, de « quête de *Lebensraum* ». L'idée fut ensuite reprise par Karl Haushofer (1869-1946), un géopoliticien



Carte de propagande :
« L'avenir de la Grande Allemagne » (1943)

proche de Rudolf Hess, le confident et dauphin d'Hitler. D'après sa vision du *Lebensraum*, qui était basée sur des considérations non raciales, l'avenir de l'Allemagne se trouvait « dans l'Est ». Hitler reprit cette idée dans *Mein Kampf* après en avoir entendu parler par Hess à la prison de Landsberg, le 10 juillet 1924³.

Hitler estimait que le lien entre les terres et les peuples était non seulement historique, mais aussi naturel. Lorsqu'il décida, au printemps 1939, de s'emparer définitivement de la Tchéquie (dont l'Allemagne avait déjà annexé, en septembre 1938, les territoires frontaliers), il essaya de convaincre son public, à grand renfort de propagande, que les Allemands étaient les seuls à avoir jamais eu d'intérêts dans cette région. Pas les Français. Pas les Britanniques. Seulement les Allemands. « Pendant plus d'un millénaire, ce territoire a appartenu au *Lebensraum* du peuple allemand », déclara-t-il. Ce principe valait d'ailleurs aussi pour l'Italie, le pays de son allié fasciste Benito Mussolini, qui entendait étendre son *Lebensraum* non seulement

en Afrique, mais aussi au sud-est de l'Europe⁴. Pour Hitler, le fascisme avait « non seulement le droit, mais aussi le devoir, de contribuer à maintenir l'ordre dans ce *Lebensraum* octroyé à l'Italie par la nature [italique ajouté par nos soins] et par l'histoire. » *Lebensraum* et Volk se fondaient dans une *Gestalt*, une Unité difficilement explicable dans laquelle un élément ne pouvait survivre sans l'autre : « Les fondements de la vie d'un peuple ne se trouvent pas dans les doctrines et les théories », avança Hitler dans un discours qu'il donna au Lustgarten de Berlin le 1^{er} mai 1939, « mais dans son *Lebensraum*, dans ce que la terre lui offre pour sa subsistance. Par conséquent, le *Lebensraum* est indissociable du *Lebenshöhe* [l'apogée de la vie] d'un peuple. »⁵

Le Drang nach Osten et le national-socialisme

À quoi Hitler faisait-il allusion en parlant de recommencer « là où l'on avait fini » six siècles plus tôt ? Pourquoi les Germains devaient-ils, selon lui, renoncer à leur marche vers le sud et l'ouest pour

se lancer, à la place, à la conquête de l'Est ? La réponse se trouve dans l'histoire des croisades.

Les croisades sont généralement assimilées à la lutte pour Jérusalem, qui s'est soldée par une victoire des « Francs » chrétiens en 1099, suivie d'une reconquête par le chef musulman Saladin au 12^e siècle. Mais en réalité, des croisades furent aussi organisées contre les hérétiques albigeois, les Almohades d'Espagne et les guerriers des steppes d'Asie (les Mongols). L'une de ces croisades (la sixième) fut orchestrée au début du XIII^e siècle par l'ordre Teutonique (ou ordre allemand) et son quatrième Grand Maître, Hermann von Salza. Ce dernier tenta, avec l'aide du pape Grégoire IX, de convaincre l'empereur allemand, Frédéric II de Hohenstaufen, de se lancer dans une croisade. Malheureusement pour lui, l'empereur entretenait d'excellents rapports avec le sultan al-Kâmil, aimait se draper dans des étoffes orientales et parlait couramment arabe, si bien que quatre excommunications ne suffirent pas à le faire plier. Dans la



© Wikipedia

Hermann von Salza

bulle d'or de Rimini (1226, confirmée par le pape en 1230), il autorisa toutefois l'ordre Teutonique à conquérir des territoires en Prusse et dans l'actuelle Pologne, poursuivant ainsi la lutte pour l'Est slave engagée au 10^e siècle par Hendrik de Vogelaar et Otton I^{er}. Comme l'expliqua l'historien britannique Dan Jones dans sa monographie sur les croisades, la Prusse « était un endroit plein de richesses, et chaque concession obtenue par von Salza de la part du pape augmentait les potentiels bénéfices que l'ordre pourrait y récolter – au-delà des récompenses spirituelles de la croisade, qui demeurerait un bon moyen de laver ses péchés dans le sang encore tiède des mécréants. »⁽¹⁾ Rompus au combat hivernal et à la construction de forteresses, les chevaliers de l'ordre Teutonique enchaînèrent les victoires. Leur succès commença toutefois à décliner au 14^e siècle, soit 600 ans avant la montée du nazisme. En jetant son dévolu sur l'Est, Hitler entendait reprendre le fil des conquêtes du passé, mais cette fois sur fond de racisme et au prix d'innombrables vies humaines. « Si cette guerre nous coûte un quart

de million de morts et 100 000 boiteux, nous les regagnerons grâce au pic des naissances que connaît le peuple allemand depuis la prise de pouvoir », assura-t-il dans un discours qu'il prononça le 28 janvier 1942, alors qu'il se rendait de Rastenbourg à Berlin à bord de son train privé. « Ils nous seront rendus au centuple dans les colonies que j'offre au sang allemand dans l'Est. » Hitler réservait en revanche un sort peu enviable aux peuples installés sur les terres qu'il convoitait. « Pour dominer les peuples soumis par nous à l'est de l'Empire, la règle ultime doit être de réduire le plus possible la quête de liberté individuelle », remarqua-t-il en avril 1942. Le but était en tout cas d'« éviter toute organisation étatique, et de maintenir celles et ceux qui appartiennent à ces peuples à un niveau de culture aussi bas que possible. »⁽²⁾ Cette volonté de coloniser l'Est a mené à la guerre, à la purification ethnique et au génocide, avec pour bilan des dizaines de millions de vies perdues. ■

Fabian Van Samang
Mémoire d'Auschwitz ASBL

(1) Hitler, A. *Mein Kampf*. Munich : Franz Eher Verlag. 1939. (p. 732) [Traduction de J. Gaudefroy-Demombynes et A. Calmettes]

(2) Programme du NSDAP dans : Chauvet, D. (s. d.) *Le programme en 25 points du parti nazi*. Éditions L'Harmattan. https://www.editions-harmattan.fr/media/353279/download/LE%20PROGRAMME%20EN%2025%20POINTS%20DU%20PARTI%20NAZI.pdf?v=1&srsltid=AfmBOoqqpv0rxgHp7BNqf79ySTjuYiArJaiOAi6o0uroZ_O4sd0o8hd. (consulté le 5 janvier 2026)

(3) Schmitz-Berning, C. *Vokabular des Nationalsozialismus*. Berlin et New York : De Gruyter. 2000. 710 p. (ici, pp. 375-380) [Traduction libre]

(4) Mack Smith, D. *Mussolini*. Londres : Weidenfeld. 1981. 429 p. (ici, p. 242) [Traduction libre]

(5) Allocutions d'Hitler du 1^{er} avril 1939, du 28 avril 1939 et du 1^{er} mai 1939, dans : Hitler, A. *The complete Hitler speeches and proclamations*. 1932-1945. Domarus, M. (éd.). Wauconda : Bolchazy-Carducci Publishers. 1990. 3 374 p. (ici, pp. 1527, 1581 et 1601) [Traduction libre]

(6) Jones, D. *Croisés : Une histoire épique des guerres pour la Terre sainte*. Paris : Le Cherche Midi. 2022. 608 p.

(7) Libres propos du 28 janvier et du 11 avril 1942, dans : Hitler, A. *Hitlers Tischgespräche im Führerhauptquartier*. Stuttgart : Seewald Verlag. 1976. 548 p. Voir : https://ulis-bueche-recke.ch/pdf_neben_dem_krieg/hitlers_tischgespraeche.pdf (consulté le 13 décembre 2025). [Traduction libre]

Dans ce que l'on pourrait appeler le « colonialisme nazi », la raison invoquée était celle de l'espace vital – lebensraum –, car le peuple avait besoin de plus de terres pour vivre et se développer.

Cette logique se retrouve-t-elle également dans la colonisation d'autres pays ou peuples ?

1. Recherche de quels peuples ou pays il pourrait s'agir et sur quelle période.

2. Indique s'il s'agit d'une expansion de l'espace agricole, de l'espace de vie proprement dit ou de la compensation de certaines pénuries pour survivre (lesquelles ?).

3. S'il s'agit d'une nécessité pour survivre, est-ce une raison valable pour procéder à la colonisation ?

Vous trouverez chaque trimestre dans votre *TRACES DE MÉMOIRE* une application pédagogique avec une fiche didactique à utiliser en classe ou à conserver. Ces fiches sont également à télécharger sur notre site internet www.auschwitz.be sous l'onglet « pédagogie ».

LES ANNÉES 1920, LA DÉCENNIE QUI DEVAIT AMENER LE MONDE VERS LA PAIX

LE PLAN DAWES (1924) : EN AVRIL 1926, L'ALLEMAGNE ANNONCE UN EXCÉDENT COMMERCIAL

En 1921, après la Première Guerre mondiale et la signature du traité de Versailles, les Alliés exigèrent de l'Allemagne des réparations pour un montant total de 132 milliards de marks-or. En 1923, l'Allemagne s'avéra incapable de payer, et la France décida d'occuper la Ruhr – avec l'aide de l'armée belge – dans le but d'obliger l'Allemagne à honorer sa dette. Les ouvriers et employés de cette région industrielle clé se mirent alors en grève, mais continuèrent à percevoir un salaire du gouvernement allemand. L'inflation qui s'ensuivit fut absolument intenable. Un exemple frappant de l'invraisemblable dépréciation de l'or allemand est le prix du pain. En décembre 1921, un pain de 1 kg coûtait 4 marks. En novembre 1923, ce même pain en coûtait 201 000 000 000. En 1924, il était évident que l'occupation de la Ruhr ne résoudrait rien, si bien que les Alliés tentèrent une autre approche : le plan Dawes. Le plan Dawes est un plan de paiement qui prévoyait une réduction et un rééchelonnement des réparations imposées à l'Allemagne, un prêt en vue de stabiliser le mark allemand, et l'introduction d'un système de contrôle étranger. L'économie allemande redémarra. Le 23 avril 1926, l'Allemagne déclara un excédent commercial de 240 millions de reichsmarks pour le mois précédent – un signe de bon augure pour la stabilisation financière du pays et sa capacité à honorer ses paiements dans le cadre du plan Dawes. En 1929, cette solution temporaire fut remplacée par le plan Young, qui restructura encore les dettes allemandes.



La Conférence de Londres a conduit, le 16 août 1924, à l'acceptation politique du plan Dawes, qui visait à restructurer les réparations de guerre allemandes après la Première Guerre mondiale.



© Domaine public

◀ Józef Piłsudski, toujours un héros national actuellement

1926 UN COUP D'ÉTAT EN POLOGNE

En Pologne, le maréchal et héros de la Première Guerre mondiale Józef Piłsudski, fatigué de l'instabilité politique, du désordre et des gouvernements corrompus et inefficaces qui avaient marqué les premières années de la Pologne (1919-1926), orchestra un coup d'État qu'il exécuta du 12 au 14 mai 1926 (et qui entra par conséquent dans l'histoire sous le nom de « coup d'État de mai »). Piłsudski entendait mettre un terme à l'agitation des partis et procéder à un assainissement (*sanacja*) de la Pologne en stabilisant ses structures démocratiques vacillantes à travers une politique forte et autoritaire. Il refusa de devenir président, mais, dans les faits, c'était bien lui qui menait la danse. *Sanacja* était une coalition de politiciens de droite, de gauche et du centre dont les priorités étaient la lutte contre la corruption et la réduction de l'inflation. Ce mouvement informel continua d'exister en marge des partis officiels jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale. Bien qu'ayant dirigé le Parti socialiste polonais par le passé, Józef Piłsudski ne faisait plus confiance aux partis politiques qui poursuivaient, selon lui, leurs propres intérêts au lieu de défendre ceux de l'État et du peuple. C'est pourquoi le mouvement *Sanacja* ne se transforma jamais en véritable parti politique. Au lieu de cela, ses membres créèrent, en 1928, le *Bezpartyjny Blok Współpracy z Rządem* (BBWR, bloc non partisan de collaboration avec le gouvernement), un groupe gouvernemental qui ne se considérait pas comme un parti politique. Piłsudski ne chercha jamais à accroître son pouvoir personnel, mais il influença considérablement la politique polonaise après l'accession au pouvoir de *Sanacja*, en 1926. Au cours de la décennie qui suivit, il joua un rôle central dans le paysage politique polonais en tant que dirigeant de fait d'un régime essentiellement centriste et populaire. Le gouvernement de Kazimierz Bartel et tous les gouvernements suivants furent d'ailleurs officieusement validés par Piłsudski avant d'être confirmés par le président. La quête d'assainissement de Piłsudski combinait des éléments démocratiques et autoritaires. D'un côté, la Pologne gagna en stabilité interne et son économie reprit grâce à une série de réformes. D'un autre côté, le régime d'assainissement prit des mesures répressives contre les partis communistes (prétextant un non-respect de l'obligation d'enregistrement des partis politiques) et s'employa à limiter l'influence des partis d'opposition en fragmentant leur soutien. Le système autoritaire de Józef Piłsudski était donc axé sur la stabilité, mais n'en était pas moins sans pitié pour l'opposition. Piłsudski dirigea la Pologne jusqu'à son décès, en 1935.

LA SECONDE GUERRE ITALO-ÉTHIOPIENNE (1935-1936)

La seconde guerre italo-éthiopienne, ou campagne d'Abyssinie, est un conflit armé qui opposa l'Italie fasciste de Benito Mussolini (1883-1945) à l'Empire d'Éthiopie de Haïlé Sélassié I^{er} (1892-1975) du 3 octobre 1935 au 5 mai 1936. Elle constitue la seconde tentative de l'Italie de s'emparer du pays après l'écrasante victoire éthiopienne d'Adoua de 1896 lors de la première tentative italienne, victoire non seulement militaire, mais aussi politique et diplomatique, puisqu'elle avait garanti à l'État africain son indépendance et sa reconnaissance internationale. La particularité de ce conflit est que l'Éthiopie et l'Italie appartenaient toutes deux à la Société des Nations, une organisation qui, selon sa charte, avait pour mission d'assurer la prévention des guerres au travers du principe de sécurité collective. Le déclenchement de cette guerre entraîna ainsi le retrait de l'Italie de la Société des Nations et son rapprochement avec l'Allemagne nazie. Parallèlement, l'incapacité de la Société des Nations à empêcher l'invasion la discrédita sur le plan international, à la veille de la Seconde Guerre mondiale.

Les ambitions fascistes de l'Italie

En Italie, l'arrivée au pouvoir des fascistes, en 1922, relança idéologiquement les aspirations coloniales de Rome. Or, l'idée d'une restauration de la gloire de l'Empire romain constituait une menace évidente pour l'Éthiopie indépendante. Divers arguments furent avancés pour justifier la nécessité de coloniser une nouvelle terre, une opinion apparue dès la fin du 19^e siècle. La rhétorique de Benito Mussolini s'articulait autour du thème d'une « Italie prolétaire » et « pauvre de capitaux » face aux « nations capitalistes ». L'Éthiopie offrait aussi bien de vastes terres agricoles adaptées au paysan italien que des richesses naturelles, nécessaires à la politique d'industrialisation voulue par Mussolini. Lorsque les Alliés discutèrent, au cours de la Première Guerre mondiale, de la redistribution des colonies ennemies après le conflit, le gouvernement de Rome en profita pour rappeler ses aspirations dans la corne de l'Afrique. Toutefois, ses demandes ne purent être satisfaites. De plus, les difficultés politiques des fascistes sur la scène italienne auraient poussé le Duce sur le terrain international, en une sorte de tactique de diversion. Un conflit était par conséquent l'occasion de

renforcer la fierté italienne et de démontrer que le fascisme pouvait permettre au pays de jouer un rôle dans le monde.

Le manque d'engagement des grandes puissances

À cette époque, deux grandes puissances dominaient le globe : la France et le Royaume-Uni. Toutes deux devaient faire face à la montée des ambitions allemandes en Europe, et la priorité de l'époque était de ne pas s'aliéner l'Italie afin d'éviter la création d'une coalition Rome-Berlin. Pour Londres, l'absence d'intérêts en Éthiopie justifiait de ne pas intervenir. L'Italie, certaine d'avoir neutralisé le Royaume-Uni, voulut faire de même avec la France, traditionnellement alliée à l'Éthiopie. Les Italiens remportèrent là aussi une victoire diplomatique, puisqu'ils obtinrent la non-intervention de Paris lors de l'invasion planifiée en échange d'une coopération contre l'Allemagne d'Hitler. Cet accord convaincra Haïlé Sélassié I^{er} qu'il lui était désormais impossible de compter sur un soutien de la France. Aucun État ou même aucune coalition de pays ne semblait pouvoir arrêter Mussolini. Les États-Unis n'étaient pas membres de la Société des Nations et étaient en

outre sur le point de voter une loi isolationniste. Si le projet d'invasion naquit clairement en 1931-1932, les Italiens se préparèrent principalement au conflit durant les années 1934-1935. En octobre 1935, on comptait 200 000 soldats italiens dans la corne de l'Afrique, et 140 000 nouveaux hommes s'embarquèrent pour la région. On comptait également 620 avions. Le gouvernement italien prit en outre diverses mesures fiscales et financières visant à transformer l'économie nationale afin de la préparer au conflit.

Le déroulement de la guerre

Le nombre de soldats éthiopiens était estimé entre 200 000 et 500 000 hommes, mais seule la Garde impériale, composée de 4 000 à 5 000 soldats, avait reçu une formation moderne. L'armement et le matériel à la disposition des Éthiopiens étaient peu importants et anciens, car l'importation d'armes modernes était limitée par un embargo depuis mai 1935. Face à cette armée, les Italiens disposaient de bien meilleures troupes. Concernant les munitions, les Italiens utilisèrent en une bataille la moitié de ce que les Éthiopiens utilisèrent pendant la totalité du conflit.



La situation administrative de l'Afrique orientale italienne telle que définie à la fin du conflit, en mai 1936

Le 3 octobre 1935, 100 000 soldats italiens traversèrent la frontière entre la Colonia Eritrea et l'Empire éthiopien. La première ville tomba le 6 octobre, et le lendemain, la deuxième fut occupée, après deux jours de combats et de bombardements intenses. Initialement, les troupes éthiopiennes remportèrent quelques succès. Cependant, la supériorité technologique des Italiens, combinée à l'emploi d'armes chimiques, finit par avoir raison de la résistance éthiopienne. La phase décisive de la guerre eut lieu en février-mars 1936, lorsque les Italiens remportèrent une série de victoires écrasantes. L'empereur Haïlé Sélassié I^{er} fuit Addis-Abeba le 2 mai 1936, et les troupes italiennes marchèrent sur la capitale le 5 mai 1936. Le 9 mai 1936, Mussolini proclama l'annexion de l'Éthiopie et la création de l'Afrique orientale italienne, qui rassemblait l'Érythrée, la Somalie et l'Éthiopie en une seule et même colonie.

L'emploi d'armes chimiques

L'un des aspects les plus controversés de ce conflit est l'utilisation extensive d'armes chimiques par l'Italie. L'arsenal à la disposition des Italiens incluait en effet des armes chimiques interdites par le

Protocole de Genève :

60 000 grenades à l'arsine pour l'artillerie, 1 000 tonnes de bombes à l'ypérite (gaz moutarde) pour l'aéronautique et 270 tonnes de produits chimiques agressifs, comme le phosgène, pour l'emploi tactique. Ces armes intervinrent assez tôt dans le conflit, puisque Badoglio autorisa le recours à l'ypérite dès janvier 1936. À partir du 10 février 1936, les Italiens intensifièrent les bombardements et continuèrent à utiliser le gaz. L'utilisation massive d'armes chimiques fit énormément de victimes parmi les forces armées et les civils éthiopiens.

La seconde guerre italo-éthiopienne marqua un tournant dans l'histoire de l'Afrique comme dans celle de l'Europe. L'incapacité de la Société des Nations à stopper cette agression la discrédita définitivement, révélant les failles du principe de sécurité collective. Ce conflit prouva également que les puissances fascistes étaient prêtes à faire fi des lois et traités internationaux – y compris l'interdiction des armes chimiques – pour parvenir à leurs fins. Pour l'Éthiopie, la défaite se solda par cinq années d'occupation. La domination italienne ne fut toutefois jamais complète. Les Éthiopiens

résistèrent jusqu'à ce que des troupes britanniques, françaises et belges se joignent aux combattants éthiopiens et libèrent le pays en 1941, lors de la campagne d'Afrique de l'Est de la Seconde Guerre mondiale. Le conflit de 1935-1936 reste un important symbole d'agression coloniale et de résistance africaine contre l'oppression européenne. ■

Frédéric Crahay
Mémoire d'Auschwitz ASBL

(1) Klein, T. & Schumacher, F. *Kolonialkriege, Militärische Gewalt im Zeichen des Imperialismus*. Hamburg : Hamburg Edition, 2006. (ici, pp. 272-290)

RÉFLEXION

À la fin de l'année 1942, le Japon était à l'apogée de son empire territorial : ses colonies, protectorats et États fantoches comprenaient une grande partie de la Chine, Taïwan, la Corée, Hong Kong, les Philippines, la Malaisie et Singapour, l'Indonésie (alors les Indes néerlandaises), le Myanmar (alors la Birmanie), l'Indochine française (actuellement le Vietnam, le Laos et le Cambodge), la Thaïlande, le Timor oriental et des parties de la Nouvelle-Guinée



© The Collector.com

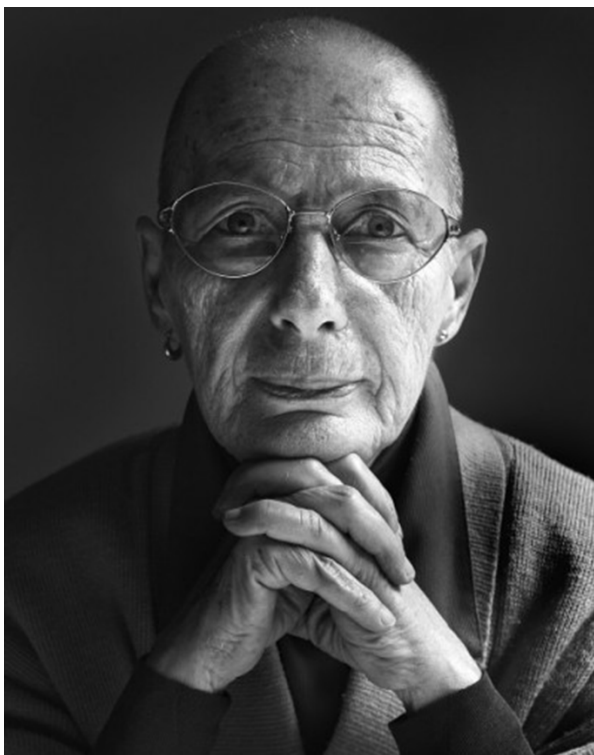
BASCULÉE D'UNE COLONIE À L'AUTRE

En mai 1940, Annie et Lydia Aldewereld quittèrent Bruxelles avec leurs parents pour échapper aux nazis. Avant la guerre, elles vivaient pourtant dans l'insouciance. Annie vit le jour à Rotterdam en 1928, et Lydia à Voorburg en 1931. Elles emménagèrent à Bruxelles en 1932. Leur père, Simon, était éditeur et directeur général de l'hebdomadaire néerlandais *Het Hollands Weekblad*, qui couvrait une large actualité politico-culturelle. Connu pour ses opinions antifascistes, Simon Aldewereld fut rapidement pris pour cible, si bien qu'il dut prendre la fuite avec sa famille. Le 17 mai, les Aldewereld partirent pour la France, à pied, dans l'espoir de traverser la Manche pour se cacher en Angleterre. Après plusieurs jours d'attente au consulat de Biarritz, ils apprirent toutefois qu'il n'y aurait pas de place pour tout le monde. La famille reprit donc son périple, rejoignit Madrid via Toulouse, passa au Portugal, prit un bateau pour le Mozambique, puis rallia l'Afrique du Sud en train. Malheureusement, les autorités sud-africaines refusèrent de délivrer des permis de séjour à des réfugiés juifs, et la famille néerlandaise fut obligée d'embarquer pour les Indes néerlandaises.

Lorsque l'Allemagne envahit les Pays-Bas, en 1940, les Indes néerlandaises se retrouvèrent isolées de l'Europe : une aubaine pour le Japon, allié de l'Allemagne, qui convoitait sérieusement les ressources des Indes néerlandaises, et en profita pour passer à l'offensive. L'empire du Japon avait déjà entamé son expansion coloniale en 1895, après avoir vaincu la Chine lors de la première guerre sino-japonaise. Grâce à cette victoire, le Japon avait la mainmise sur Taïwan et une influence considérable sur la Corée. Au début des années 1930, il avait aussi fondé l'État fantoche de Mandchoukouo, après avoir conquis la

Mandchourie chinoise. Le Japon marcha sur les Indes néerlandaises peu après l'attaque de Pearl Harbor (décembre 1941), et l'armée néerlandaise capitula le 8 mars 1942. Les Néerlandais blancs et leurs alliés furent enfermés dans des camps d'internement. De nombreux hommes indonésiens durent travailler comme forçats (*Romusha*), notamment pour construire la ligne Siam-Birmanie, et de nombreuses femmes et jeunes filles furent contraintes de se prostituer pour les soldats japonais. Les Indonésiens, qui avaient accueilli l'occupant japonais comme un libérateur, réalisèrent

rapidement l'étendue de leur erreur. La politique japonaise changea au fil de la guerre, mais, de manière globale, l'Empire considérait les Indonésiens comme des serveurs sacrificiels à l'effort de guerre japonais. Les conditions de vie des habitants des Indes néerlandaises sous l'occupation japonaise dépendaient de leur emplacement et de leur position sociale. Ceux qui vivaient dans des régions importantes pour l'industrie de guerre japonaise étaient torturés, utilisés comme esclaves sexuels, arrêtés et exécutés sans raison, ou encore accusés de crimes de guerre. D'après les Japonais, le sexe contrôlé, pratiqué



© TDR

Réflexion éthique :

Les peuples qui vivent sous occupation étrangère depuis un certain temps et sont ensuite colonisés par une autre puissance voient parfois ce changement d'autorité comme une libération. Qu'en pensez-vous ? Pouvez-vous trouver des exemples historiques ?

Lydia Aldewereld regrettait surtout son école.

Elle reprit espoir lorsqu'elle fut brièvement envoyée dans une école privée aux Indes néerlandaises. Puis le Japon envahit la colonie et en fit sa propre colonie. Entre 1942 et 1945, Lydia survécut à pas moins de cinq « camps japonais ».

Lydia devint danseuse classique, écrivaine et cinéaste sous le nom de Chagoll. Elle devint plus tard guide à Auschwitz et s'intéressa particulièrement au sort des enfants et des Roms et Sintis.

dans des bordels militaires avec ce qu'ils appelaient des « femmes de réconfort », était un moyen pragmatique d'éviter les maladies sexuellement transmissibles et de prévenir les viols. Pourtant, les témoignages racontent une tout autre histoire : les femmes étaient en réalité recrutées sous de fausses promesses, désignées par le chef de leur village ou enlevées dans la rue ou chez elles, puis systématiquement violées dans des bordels militaires, des casernes, des entrepôts, des rames de train et des campements. Ces témoignages sont autant de portraits et de récits poignants de femmes (entretemps devenues de très

vieilles dames) pour qui la guerre n'a jamais cessé.

En 1944-1945, les troupes alliées contournèrent les Indes néerlandaises au lieu de se frayer directement un chemin vers les régions les plus peuplées telles que Java et Sumatra. La majeure partie des Indes néerlandaises resta par conséquent occupée jusqu'à ce que le Japon capitule, en août 1945.

L'invasion et l'occupation japonaises mirent le régime colonial néerlandais dans une situation particulièrement délicate, et s'accompagnèrent de changements tellement profonds qu'ils menèrent finalement à la révolution nationale indonésienne. Pendant la

Seconde Guerre mondiale, des dizaines de milliers d'Indonésiens furent tués, réduits en esclavage ou contraints de quitter leur foyer. Des centaines de milliers d'autres, dont beaucoup de civils, périrent au cours de la révolution nationale qui suivit. Ces victimes, tuées lors d'affrontements avec les Japonais, les Alliés, ou même des compatriotes, ne virent jamais leur pays accéder à l'indépendance. Selon un rapport des Nations Unies, 4 millions de personnes ont perdu la vie en Indonésie pendant l'occupation japonaise. ■

Georges Boschloos

Mémoire d'Auschwitz ASBL

À leur arrivée dans un camp d'accueil de Batavia (l'actuelle Jakarta), Annie et Lydia subirent un interrogatoire visant à vérifier qu'elles n'appartenaient pas à la « cinquième colonne ». Elles furent ensuite envoyées dans une famille d'accueil et intégrèrent une école privée. C'est alors que les Japonais envahirent le pays. En 1942, les jeunes filles et leur mère furent envoyées dans un premier camp. Les mots qui reviendront le plus souvent pour décrire cet endroit seront : crasseux, pas d'eau, appels interminables sous un soleil tropical, coups, maltraitance, vers et rats, faim et soif. Lydia écrira plus tard, sous le nom de Lydia Chagoll, de nombreux livres sur la guerre, les Allemands et les Japonais. Elle réalisera également de nombreux documentaires avec son mari. Elle militera sans relâche pour la reconnaissance du génocide des Roms et des Sintis, et s'insurgera à chaque mention du 8 mai, rappelant que, pour beaucoup de victimes, la Seconde Guerre mondiale s'est poursuivie plusieurs mois après l'armistice.

NACHT UND NEBEL AU CAMP D'ESTERWEGEN

L'HISTOIRE DES PRISONNIERS DU CAMP
ET DE LA LOGE **LIBERTÉ CHÉRIE**

L'auteur de cet ouvrage, Pierre Mortier, est passionné d'histoire. Il est bénévole au CegeSoma et au CEDOM. Il a mené des recherches sur son père et son oncle, tous deux actifs dans un service de renseignement et d'action depuis septembre 1940. Il a découvert que son oncle avait été prisonnier au camp d'Esterwegen et que l'un de ses co-inculpés avait été membre d'une loge maçonnique créée dans ce camp. Ce livre est le résultat de cinq années de recherches approfondies dans les archives.

Il nous emmène à la découverte de la loge Liberté Chérie et de la procédure *Nacht und Nebel* et des conséquences pour les prisonniers concernés. L'histoire du camp d'Esterwegen, son organisation et la vie des 2 650 prisonniers y est décrite en détail. Nous apprenons que plus de 2 250 résistants belges ont été détenus dans ce camp, parmi lesquels de nombreux noms « célèbres » de la Résistance belge. Une attention particulière est également accordée au procès et au jugement des gardiens. Qui étaient les francs-



maçons emprisonnés dans le camp d'Esterwegen ? À quoi ressemblait leur vie ? Quelles étaient leurs activités dans la résistance ? L'ouvrage retrace l'histoire de la loge Liberté Chérie, depuis la création du Cercle fraternel jusqu'à son fonctionnement. Il s'agit là d'un fait unique et exceptionnel. Le parcours des francs-maçons après la libération du camp d'Esterwegen et l'histoire de la reconnaissance de la loge Liberté Chérie sont également abordés. Après cet ouvrage de mémoire historique, l'auteur partage ses réflexions pour pouvoir vivre librement ensemble aujourd'hui et demain.

David Vergauwen, directeur du CEDOM, conclut sa préface en ces termes : « Grâce à Pierre Mortier, il existe désormais une étude scientifique qui ne s'adresse pas seulement aux francs-maçons, mais qui peut également susciter l'intérêt de tous les chercheurs et de toutes les personnes intéressées par l'histoire de la Seconde Guerre mondiale et des camps en particulier ».

MÉMOIRE D'AUSCHWITZ ASBL - FONDATION AUSCHWITZ
RUE AUX LAINES 17/BTE 50 - 1000 BRUXELLES - TÉL.: +32 (0)2 512 79 98

WWW.AUSCHWITZ.BE
INFO@AUSCHWITZ.BE

Directeur de la publication : **Henri Goldberg**
Rédacteurs en chef : **Frédéric Crahay, Johan Puttemans**
Secrétaire de rédaction : **Georges Boschloos**
Comité de rédaction : **Jean Cardoen, Yves Monin, Thierry De Win, Yannik van Praag**
Traductions vers le français : **Cassandra Limbourg**
Graphiste : **Georges Boschloos**



SPF Sécurité Sociale
Services des
Victimes de la Guerre

